

bruno
manser
fonds

respectons la forêt tropicale

Les Penan protègent aussi notre climat

tong tana

Décembre 2009

www.bmf.ch



Les Penan de Long Bangan en négociation avec le chef de la police de Marudi concernant les barrages sur les routes des bûcherons dans la région d'Apoh Tutoh, septembre 2009

Les Penan protègent aussi notre climat

Du 7 au 18 décembre, la protection des forêts tropicales sera un sujet central lors de la rencontre des ministres de l'environnement, des diplomates et des représentants d'ONG de 192 nations à Copenhague, pour le Sommet de l'ONU sur le climat. La déforestation et la destruction des forêts, en particulier sous les tropiques, est responsable d'environ 20% des émissions de gaz à effet de serre sur la planète. Dans des pays comme l'Indonésie, le Brésil ou la Malaisie, la destruction des forêts, et tout spécialement des forêts de tourbières marécageuses, libère d'énormes quantités de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'engage personnellement en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre issus de la destruction des forêts: «Il est crucial de freiner la déforestation. Une action immédiate au niveau de la Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD) est un élément central de la protection du climat», a fait savoir Ban Ki-moon récemment à New-York. L'agenda des négociations de Copenhague mentionne donc en haut de liste un accord REDD. Cela devrait corriger une lacune du protocole de Kyoto, lequel ne prenait pas assez en compte le rôle des forêts dans le climat.

Le chef têtù et les bûcherons

Unga Paren est le chef de Long Bangan, un village Penan sur la rivière Tutoh, dans l'État malais du Sarawak à Bornéo. Il n'a pas de place réservée à la table des négociations de Copenhague. Et pourtant, lui-même et les Penan, comme les représentants d'autres groupes ethniques autochtones des autres régions de la Terre, jouent un rôle primordial dans la protection du climat. Car ils s'engagent chaque jour, souvent au prix d'importantes privations, pour la protection des forêts tropicales, qui leur offrent depuis des siècles nourriture et matières premières pour leur vie au quotidien.

Lorsque que les Penan de Long Bangan et quinze autres communes, en août dernier, ont barricadé les routes des bûcherons en trois points stratégiques dans la région d'Apoth-Tutoh, les bûcherons ont chômé pendant presque un mois. Finalement, la police a démantelé les barrages le 15 septembre 2009, après qu'un représentant du gouvernement du Sarawak ait vaguement promis de prendre en compte leurs demandes. Le chef Unga Paren, qui s'était opposé jusqu'au bout à la levée des barrages, a été diffamé dans les médias locaux et été traité de têtù.

Dans le même temps, 120 Iban de 4 maisons longues près de Simunjan (Sarawak) ont érigé une barricade pour protester contre les déforestations, et au mois d'octobre une délégation de Bidayuh, une autre ethnie autochtone de l'État de Malaisie

orientale, a intenté une action en justice contre le gouvernement du Sarawak qui veut sacrifier ses forêts communales et ses terres culturelles pour édifier un barrage.

Les forêts de tourbières marécageuses stockent le CO₂

Les protestations incessantes des peuples autochtones ne montrent pas seulement que la question des droits territoriaux reste sans réponse au Sarawak. Elles attirent l'attention sur le fait que le Premier ministre du Sarawak Taib Mahmud et sa clique au pouvoir prennent délibérément en compte la destruction des forêts pluviales de Bornéo, avec les conséquences fatales inhérentes sur le climat mondial. Selon les estimations du Borneo Resources Institute (BRIMAS) à Miri, 750'000 hectares de palmistes ont été plantés au cours des dernières années, dont 70% sur des sols de tourbe profonds, qui stockent dix fois plus de CO₂ que tout autre écosystème. Le défrichage de ces forêts sur tourbières et leur transformation en plantations libère des milliers de tonnes de CO₂. En l'absence de résistance, le gouvernement du Sarawak mettra à exécution son plan prévoyant de transformer 1,7 millions d'hectares de sols tourbeux en plantations. Cela n'aurait pas que des conséquences catastrophiques sur la population autochtone, mais aussi directement sur le climat. Un changement de cap exige non seulement la définition de conditions générales internationales, mais également des initiatives locales pour la protection des forêts. Ban Ki-moon et Unga Paren ne vont pas se trouver à court de travail ces prochaines années. ■

Forêts tropicales et climat: les exigences du Bruno Manser Fonds

**Extrait de la «Déclaration de Leuenberg» du 14 juin 2009,
adoptée lors du Forest Movement Europe Meeting 2009.**

- *Réduire de façon drastique les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés, et mieux protéger les forêts dans le monde.*
- *Reconnaître l'importance des forêts pour le climat à l'échelle internationale et indemniser financièrement la protection des forêts tropicales au moyen d'un fonds global pour la protection du climat.*
- *Renforcer les droits des populations autochtones dépendantes de la forêt et améliorer l'application des lois forestières.*
- *Empêcher le remplacement d'écosystèmes naturels par des monocultures au nom d'une protection du climat mal comprise.*
- *S'assurer que les coupes de bois industrielles ne puissent bénéficier de moyens financiers provenant de fonds pour la protection du climat.*



«Une action immédiate au niveau de la réduction des émissions issues de la déforestation est un élément central de la protection du climat»

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU

Interhill: une enquête aux résultats inquiétants

Au mois de février 2009, le Bruno Manser Fonds lançait une campagne contre le groupe français Accor en raison de sa collaboration avec le groupe forestier malais Interhill dans la construction d'un hôtel cinq étoiles au Sarawak. Cédant aux pressions, Accor a commandé une enquête indépendante sur les répercussions sociales et écologiques des activités de l'entreprise de bûcheronnage. Le rapport d'enquête publié en septembre présente des résultats inquiétants. Selon l'étude, Interhill a enfreint systématiquement la législation forestière du Sarawak et détériore gravement l'écosystème de la forêt pluviale dans ses concessions de 61'000 hectares situées dans le Baram moyen. Le groupe bafoue en particulier les directives des autorités forestières en matière de protection des espèces animales et végétales menacées, de protection des eaux et des bases vitales des Penan. Sous la pression d'Accor, Interhill a publié au mois d'octobre un plan d'action en 25 points, à mettre en œuvre jusqu'à fin 2010 (voir interview avec Hélène Roques). Le Bruno Manser Fonds accueille positivement ce plan d'action, bien qu'il le trouve largement insuffisant. La première mesure doit être une reconnaissance des droits des Penan sur toute la forêt exploitée par Interhill. Le groupe forestier doit retirer ses machines et son personnel de toutes les zones où il n'a pas reçu l'accord explicite des Penan pour réaliser des coupes de bois.



«Les Penans jouent un rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité dans le monde»

Interview avec Hélène Roques, directrice du développement durable pour le groupe Accor

Tong Tana: **Madame Roques, au mois de septembre, Accor et Interhill ont publié un rapport qui met en lumière toute une série d'infractions d'Interhill à la législation du Sarawak sur les forêts. Quelles vont être les conséquences de ce rapport ?**

Hélène Roques: La conséquence de ce rapport est un plan d'action écrit par Interhill qui sera mis en œuvre entre octobre 2009 et décembre 2010. Ces 25 mesures s'inspirent directement de ce rapport. Par exemple, l'engagement d'un expert en environnement et d'un expert des questions sociales, la distribution à tous les managers d'Interhill de guides des bonnes pratiques, la mise en place d'un comité de liaison permanent entre les communautés villageoises et Interhill pour les informer des opérations prévues, l'installation de nouvelles cartes des camps forestiers et

finalement l'introduction d'un système d'alerte pour s'assurer que les actions seront appliquées.

Dans le plan d'action, Interhill s'est accordé des délais assez larges pour appliquer les principales mesures. Accor ne devrait-il pas renforcer la pression sur Interhill afin d'obtenir des améliorations immédiates ?

Je ne crois pas. Il nous semble que la seule pression pertinente doit porter sur la qualité des actions. Il serait extrêmement facile de mettre en place des actions superficielles. En revanche, changer à ce point la façon de travailler d'un groupe prends du temps et le calendrier mis en place par Interhill ne nous semble pas facile à tenir.

Est-ce habituel pour votre groupe que d'essayer d'influencer vos partenaires commerciaux ?

Oui. Nous avons une charte d'achat durable qui promet auprès de nos fournisseurs nos priorités en matière de développement durable depuis 2003. Par exemple, un hôtel sur quatre dans le monde sert des produits issus du commerce équitable. Souvent nos fournisseurs ont intégré ce type de produits dans leur offre pour pouvoir rester fournisseurs d'Accor.



Avez-vous déjà eu des problèmes similaires dans d'autres pays ?

C'est la première fois depuis plusieurs années qu'un cas aussi intéressant se présente à nous. Avec le projet de l'ouverture du Pullmann Interhill à Kuching nous avons rencontré la possibilité d'influencer concrètement un partenaire et nous y avons vu un cercle vertueux.

Quels standards de durabilité le groupe Accor applique-t-il à l'échelle internationale ?

Accor a un programme qui s'appelle Earth Guest qui contient huit priorités sociales et environnementales, notamment la maîtrise des consommations en eau et en énergie, la maîtrise de nos déchets, la préservation de la biodiversité, la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, la lutte contre le SIDA et le développement local. La question posée par le BMF concernant Interhill rejoignait presque chacune de nos priorités.

Les Penan du Baram moyen se plaignent qu'Interhill défriche toujours, contre leur volonté. Comment Accor s'assure-t-il que le processus entamé soit véritablement suivi de résultats tangibles ?

Une des mesures du plan d'action consiste à mettre en place une base de données sur tous les sujets concernés. Ce sera un outil essentiel et central pour le suivi du plan d'action. Accor pourra demander régulièrement à Interhill de communiquer ses résultats à partir de cette base de données. C'est un des points les plus importants.

Quels bénéfices les Penans peuvent-ils tirer de la coopération mise en place entre Accor et Interhill ?

Le fait d'être au cœur d'une politique visant à les respecter. Pour la première fois, cette politique est suivie au plus haut niveau par les deux entreprises. Le président du groupe Accor a été informé de l'existence du plan d'action Interhill.

Quel message souhaiteriez-vous transmettre aux Penan ?

Les responsables d'Accor au siège à Paris ont découvert leur existence. Nous avons passé beaucoup de temps à essayer de comprendre en quoi nous avons une responsabilité vis-à-vis d'eux. Nous savons qu'ils jouent un rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité dans le monde.

Interview: Lukas Straumann ■

Hélène Roques

Licenciée en économie et diplômée de l'Institut d'Études politiques de Paris (Sciences Po), Hélène Roques (42) est directrice du développement durable au siège du groupe Accor à Paris depuis 2002. C'est elle qui a créé ce département et à qui incombe la définition et l'application des standards de durabilité pour les 4000 hôtels dans le monde. Fin novembre 2009 elle quittera son emploi à Accor pour créer une société de conseil en développement durable («Doing good doing well»). Hélène Roques vit à Paris avec son compagnon et leurs deux enfants.



Nouvelles brèves

Le gouvernement malais confirme les violences sexuelles à l'encontre des Penan

Un rapport du gouvernement malais officialise le scandale soulevé par le Bruno Manser Fonds il y a un an. Il arrive à la conclusion que des employés des groupes forestiers actifs dans la région du Baram moyen ont abusé dans plusieurs cas de fillettes et de femmes Penan.

Le rapport d'investigation d'une Task Force instituée par le Ministère pour la femme, le développement du milieu rural et des communes publié en septembre met au jour au moins huit cas de violences sexuelles à l'encontre des Penan. Les victimes les plus jeunes avaient juste 10 ans. Les cas les plus choquants mettent en causes certaines chauffeurs des sociétés de bûcheronnage qui organisent les transports scolaires. Deux fillettes interrogées par la Task Force sont tombées enceintes suite à ces viols. «Une

des principales causes des actes sexuels découle du fait que les victimes dépendent des véhicules des sociétés de bûcheronnage pour leurs transports et que des personnes externes viennent aux villages pour l'achat des produits de la forêt», écrit la Task Force.

Fait particulièrement scandaleux, un an après la révélation de ces cas, pas un seul coupable n'a dû répondre de ces actes devant la justice de l'État du Sarawak. Les organisations locales des droits de l'homme reprochent à la police de protéger les coupables et de reporter les procédures pour des questions d'ordre politique. Aujourd'hui, l'opposition exige le retrait du Vice-Premier ministre du Sarawak Alfred Jabu en raison de son incapacité de gérer correctement ce dossier délicat. Dans une première réaction relative au rapport de la Task Force, Alfred Jabu avait dit que celle-ci avait été manipulée par des «ONG négatives», laissant entendre par là notamment le Bruno

Manser Fonds, lesquelles auraient poussé les Penan à faire des fausses déclarations.

Compte tenu de l'inertie de la police, des groupes des droits de l'homme ont organisé début novembre une «Fact Finding Mission» internationale dans le Baram. Celle-ci était soutenue par le Bruno Manser Fonds ainsi que par les États malais de Selangor et Penang.



Arrestations lors de protestations contre les barrages

Quinze hauts représentants autochtones et défenseurs de l'environnement malais ont été arrêtés sans motif légal le 16 septembre dernier. Ils tentaient alors de remettre une lettre de protestation au Premier ministre du Sarawak Taib Mahmud contre la construction de nouveaux barrages. Une intervention étrangère a permis de les libérer contre le paiement d'une caution de 3000 Ringgit (env. 1000 CHF) par personne. Parmi les personnes arrêtées, on comptait six Penan, quatre Iban, trois Kenyah et deux Kayan. Le chef Penan Panai Irang de Ba Abang en faisait notamment partie, il protestait contre le projet d'un nouveau barrage de 1000 mégawatt dans le Baram moyen.

L'économie forestière suisse combat une motion pour la protection climatique

En juin dernier, la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts, BL) déposait un postulat au

Parlement dans l'optique du Sommet de l'ONU sur le climat. Celle-ci demandait de créer une Task Force «Forêt et climat», afin de renforcer et mieux coordonner les efforts de la Suisse en faveur d'une protection des forêts au niveau planétaire. La motion a été élaborée en étroite collaboration avec le Bruno Manser Fonds et Greenpeace. Le Conseil fédéral a fait savoir qu'il recevait la motion, et le postulat aurait donc dû être porté directement devant le Conseil des États. Pourtant le président de l'Association de l'économie forestière suisse justement, le conseiller national Max Binder (UDC, ZH), a combattu la motion, la reportant à plus tard.

«Un tel comportement est irresponsable a fait savoir Maya Graf à Tong Tana. La protection du climat et l'économie forestière sont indissociables.» Le Bruno Manser Fonds est intervenu auprès de l'économie forestière suisse pour demander une prise de position.



Le Bruno Manser Fonds demande la certification ZEW0

Le Bruno Manser Fonds a déposé une demande auprès de la Fondation ZEW0 afin d'obtenir le label ZEW0. Celui-ci atteste d'un usage conforme au but, économique et performant des dons et désigne les organisations transparentes et dignes de confiance, avec des structures de contrôle efficaces qui garantissent l'éthique de l'acquisition des financements et de la communication. Le Bruno Manser Fonds est persuadé qu'il satisfait les exigences de la Fondation ZEW0 suite à la restructuration et à la consolidation de l'association entamées il y a cinq ans.



Impressum

Dans la langue des Penan de la forêt pluviale du Sarawak (Malaisie), «Tong Tana» signifie «dans la forêt».

Éditeur: Bruno Manser Fonds
Association pour les peuples de la forêt pluviale
Socinstrasse 37, CH-4051 Bâle
Téléphone +41 61 261 94 74
Courriel: info@bmf.ch
Internet: www.bmf.ch
Rédaction: Lukas Straumann
Images: BMF / Laki Siman
Traduction: Gaïa traductions
Graphisme: moxi ltd., Bienne
Impression: Grempier AG, Bâle
Production et expédition: WBZ, Reinach BL
Imprimé sur du papier 100% recyclé
(Lenza Top Recycling).

Envoi des dons: Postfinance, compte 40-5899-8
ou Banque Coop, CH-4002 Bâle
compte 421329.29.00.00-5
IBAN: CH8808440421329290000
SWIFT: COOPCHBB